

Assurance maladie

Le Canton défendra-t-il l'allègement des primes?

Votations fédérales
9 juin 2024

L'initiative socialiste soumise prochainement à la population met le Conseil d'État vaudois dans une position délicate. Explications.

Simone Honegger

Est-ce que le Conseil d'État soutiendra l'initiative populaire dite «d'allègement des primes»? Le texte du Parti socialiste demande, par le biais de subsides, qu'aucun ménage en Suisse ne consacre plus de 10% de son revenu disponible aux primes d'assurances maladie. La population tranchera le 9 juin prochain entre ce texte et un contre-projet décidé par les Chambres fédérales.

Pourquoi la position du Canton de Vaud est intéressante? D'une part parce que la proposition des socialistes se calcule sur le modèle vaudois, fruit d'un compromis politique accepté en 2016 et entré en force en 2019. Et d'autre part, parce que le financement proposé par l'initiative populaire promet un soutien «à raison de deux tiers au moins par la Confédération».

En 2023, plus de 280'000 Vaudais et Vaudaises ont bénéficié de subsides à l'assurance maladie. Le montant inscrit au budget 2024 de l'État pour l'ensemble des subsides (bénéficiaires RI et PC compris) atteignait 866 millions. C'est ce qu'a rappelé le socialiste Alexandre Démétriadès dans une interpellation déposée la semaine passée au Grand Conseil.

Actuellement, les subventions annuelles accordées par Berne aux cantons pour réduire les primes des assurés les plus modestes couvrent 7,5% des coûts bruts de l'assurance obligatoire des soins. Au budget vaudois 2024, le montant de la manne fédérale s'élevait à 310 millions de francs, «soit un peu plus d'un tiers» par rapport à l'ensemble des 866 millions, a fait remarquer Alexandre Démétriadès. L'élu de Nyon en a profité pour demander des informations chiffrées concernant les revenus de l'État en cas d'acceptation de l'initiative ou du contre-projet.

Si le Conseil d'État a trois mois pour répondre, reste la question lancinante du moment: le Canton est-il prêt à renoncer à un montant de plus de 600 millions de la Confédération, soit les deux tiers promis par l'initiative populaire? La question est d'autant plus légitime que l'État vient de présenter des comptes 2023 déficitaires de 39 millions de francs, assurant néanmoins ne pas vouloir toucher aux prestations.

Changement de majorité
Lors de la consultation fédérale en 2021, le Conseil d'État s'était montré «dans l'ensemble favorable» à l'initiative populaire fédérale, qui ressemblait au système vaudois déjà en place et qui avait selon lui «des retombées très positives pour les assurés». Le gouvernement sa-luait également «un meilleur rééquilibrage du financement entre Canton et Confédération».

Quant au contre-projet, le Canton se montrait «très critique», car il n'apportait aucune aide supplémentaire de la part de la Confédération, mais imposait des nouvelles contributions financières aux can-



«Ce n'est pas gérable dans la durée. C'est sur les coûts de la santé qu'il faut agir.»

Florence Betschart-Narbel, présidente du PLR Vaud



«Quoi qu'il en soit, le Canton de Vaud sera gagnant avec cette initiative.»

Brigitte Crotzaz, conseillère nationale (PS/VD)

tons. Ces dernières n'avaient aucune incidence sur ses finances, puisque le Conseil d'État se montrait plus généreux que les mesures prévues.

Mais février 2021 paraît bien loin. Entre-temps, la gauche a perdu sa majorité au Conseil d'État. Aux élections cantonales 2022, la population a installé 3 PLR, 1 élu du Centre, 2 socialistes et 1 Vert au gouvernement. Sa position est devenue beaucoup plus réservée. Interrogé par «24 heures», il a donné une réponse succincte par écrit: «Le Conseil d'État n'a plus eu l'oc-

casion de s'exprimer, ni sur l'initiative ni sur le contre-projet final.»

Le PLR Vaud, lui, s'est d'ores et déjà exprimé en défaveur de l'initiative lors de son congrès du 21 mars dernier. «Nous avons accepté ce compromis politique concernant le plafonnement des primes en terre vaudoise, car cela faisait partie d'un paquet avec la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), rappelle la présidente Florence Betschart-Narbel. Ce n'est pas le cas de cette votation en juin.»

Coûts de la santé

Principal reproche à l'initiative: l'absence d'estimation chiffrée, poursuit Florence Betschart-Narbel: «Dans le canton de Vaud, il était d'abord question d'un montant de quelque 600 millions lors de la votation en 2016, nous sommes déjà entre 800 et 900 millions de subsides inscrits aux comptes de l'État. Ce n'est pas gérable dans la durée. C'est sur les coûts de la santé qu'il faut agir.» Position également défendue par le conseiller d'État Frédéric Borloz lors du congrès auquel avait assisté «24 heures».

La conseillère nationale socialiste Brigitte Crotzaz reconnaît de son côté que le texte ne répond effectivement pas aux «dysfonctionnements du système qui conduisent à une augmentation constante des coûts». En revanche, l'initiative permettra selon l'élu «une justice sociale à l'ensemble du pays». «Peut-être que si l'addition devient de plus en plus salée pour la Confédération, la majorité de droite au parlement se réveillera et proposera des mesures pour endiguer les coûts de la santé.»

«Quoi qu'il en soit, le Canton de Vaud sera gagnant avec cette initiative, plaide Brigitte Crotzaz, puisqu'elle contribuera à faire baisser ses charges et peut-être même celles des communes.»

Grand Conseil

La procédure sur les arbres simplifiée par «bon sens»

Biodiversité

Le camp bourgeois fait adopter une pratique allégée en cas d'abattage de grands végétaux. La gauche échoue à se faire entendre.

Il sera désormais moins compliqué d'abattre un arbre. Le Grand Conseil a ratifié mardi une simplification de la procédure, ainsi que le demandait le PLR Charles Monod dans une motion. L'affaire n'est cependant pas allée sans heurts, une partie de l'hémicycle accusant l'autre de cacher ses véritables intentions.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la nouvelle loi sur la biodiversité impose une mise à l'enquête et une publication dans la «Feuille des Avis officiels» (FAO) en cas d'abattage d'arbre. Cette disposition, qui vise à préserver le plus possible le patrimoine arboré du canton, s'est vite avérée difficile à respecter sur le terrain. L'intervention de Charles Monod a d'ailleurs rapidement été entendue par le Conseil d'État, qui a proposé une révision partielle de la loi où la seule mise à l'enquête suffit, hormis pour les arbres dits «remarquables». Une procédure express est en outre prévue en cas de danger imminent.

«Flibusterie»

Une majorité des députées et députés de la commission a cependant voulu ajouter trois exigences, à savoir une obligation aux communes de publier sur leur site internet les mises à l'enquête d'abattage, la prise en compte de l'avis d'un «professionnel qualifié» avant la coupe et une mise à l'enquête après coup, pour documenter l'éradication et assurer le replantage d'un nouvel arbre.

Ces amendements, soutenus par les Verts, les socialistes, la gauche radicale et une partie des

Verts/libéraux, ont été jugés disproportionnés par la droite. «Arrêtons de nous compliquer l'existence!» a notamment exhorté le PLR Pierre-André Romanens. Sur-tout, le camp bourgeois soupçonne la gauche de vouloir faire entrer de nouvelles contraintes procédurales là où, précisément, on tente de simplifier. Pour le chef du groupe PLR, Nicolas Suter, ce n'est rien moins qu'une «flibusterie parlementaire».

Soupçons

La gauche martèle qu'il s'agit au contraire d'accompagner les communes dans leur pratique et de clarifier la loi: «N'oublions pas que la question des arbres est très importante pour les citoyens», fait valoir la Verte Alice Genoud. De ce côté de l'hémi-

«La question des arbres est très importante pour les citoyens.»



Alice Genoud, députée Verte

cycle, on fait l'hypothèse que ceux qui veulent alléger la procédure ne cherchent en réalité qu'à «vider la loi de sa substance», comme l'exprime Joëlle Minacci, du groupe Ensemble à Gauche et POP.

Les trois amendements ont malgré tout été refusés à une confortable majorité et la simplification proposée par le Conseil d'État adoptée sans retouche, y compris en deuxième débat. Le règlement de la loi, très attendu par les communes, donnera davantage de détails sur les arbres concernés. Le document est prêt et pourra désormais être publié. **Lise Bourgeois**

Vaud rassure Avenches sur le futur des arènes

Conservation

En marge de la demande d'un second crédit d'étude de 3,2 millions, une séance d'information sur le chantier était organisée, lundi.

«Pour 2029, ce sera un peu court. Notre planification prévoit des travaux jusqu'à l'été 2029. Mais on se verra dans les arènes lors de festivals en 2030.» Chargée du domaine des musées et du patrimoine à la Direction générale des immeubles et du patrimoine du canton de Vaud, Shama Atif a donné rendez-vous à un Avenchois qui la questionnait sur la possibilité d'assister à un festival dans l'amphithéâtre en 2029. Quelques jours après la demande d'un crédit d'étude complémentaire de 3,2 millions de francs, une séance d'information était organisée, lundi.

«Nous souhaitons offrir une nouvelle vie à ce lieu. Nous comptons sur Rock Oz'Arènes ou Avenches Tattoo pour créer des arènes vivantes», a rassuré la conseillère d'État Isabelle Moret, en ouverture de séance. «À Avenches, beaucoup de monde mettait en doute la volonté du Canton de revoir des manifestations organisées à cet endroit. Entendre cette volonté en public est très réjouissant», a commenté Lu-



dovic Frochaux, directeur du festival de musique militaire.

Bilan de santé

Rappelant les principales utilisations et évolutions des arènes au fil des siècles, l'architecte Shama Atif a dressé le bilan de santé du monument à ciel ouvert, après une grosse année d'analyses par toutes les saisons. Études de la composition du sol, monitoring vibratoire durant la dernière édition du festival rock ou surveillance des nappes d'eau étaient au menu. «La cause principale des dégradations qui s'accroissent est que la moraine est gorgée d'eau. L'analyse des vibrations du dernier Rock Oz'Arènes montre que les dégâts provoqués

par les concerts ne sont pas à craindre», a-t-elle expliqué.

Selon le crédit d'étude demandé et sous réserve des aléas politiques, le planning des travaux prévoit un chantier s'étalant de l'été 2026 à l'été 2029. Trois axes principaux d'intervention sont envisagés. À la clé, le crédit d'ouvrage devrait être de l'ordre de 30 millions de francs.

Dans le projet de conservation, il s'agira notamment de repenser les drainages pour consolider le terrain. Une amélioration fonctionnelle pour l'organisation des manifestations et l'accueil des publics est également au menu. Enfin, le renouveau monumental doit aussi être étudié.

Selon le calendrier prévisionnel, le chantier s'étalera de l'été 2026 à l'été 2029. Le crédit d'ouvrage devrait être de l'ordre de 30 millions de francs. JEAN-PAUL GUINARD

Le gymnase du Chablais est lancé

Un crédit d'ouvrage de 80 millions a été voté à l'unanimité pour le lancement du chantier du gymnase d'Aigle, dont l'ouverture devrait avoir lieu à la rentrée 2027. Tous les groupes politiques ont salué un projet jugé «bien ficelé» qui pourra accueillir 900 élèves et notamment soulager le gymnase «surpeuplé» de Burier. Le député et syndic d'Aigle, Grégory Devaud, s'est dit particulièrement satisfait du projet puisqu'il prévoit une implication de la Commune, notamment dans la gestion des salles de sport.

Les députés Circé Barbezat-Fuchs et Andreas Wüthrich (groupe Vert/libéral) ont cependant rompu une lance pour la formation duale qui devrait, pensent-ils, aussi être favorisée. Andreas Wüthrich a notamment demandé que l'on «res-serse les critères d'entrée au gymnase». Responsable du Patrimoine, la conseillère d'État Isabelle Moret a rappelé que les écoles professionnelles n'étaient pas oubliées dans la planification et qu'il fallait penser au futur gymnase en quatre ans qui impliquera l'ouverture de classes supplémentaires. **LBO**

En bref

Fisc
Des millions pour l'informatique

Le crédit de 16,8 millions voté ce mardi par le Grand Conseil pour l'informatique fiscale s'inscrit dans le vaste chantier «Métamorphose 2030», qui coûtera plusieurs dizaines de millions. La transformation vise à répondre à certaines «situations d'obsolescence technologique» et à préparer l'administration aux réformes à venir, comme l'imposition individuelle, qui fait actuellement l'objet d'une initiative au niveau fédéral. **LBO**

Formation
Pas de rabais à la cantine

Le Vert Yannick Maury s'inspirait d'une initiative genevoise qui propose des repas à 5 francs dans les cantines estudiantines. Notant qu'une partie de cette population jeune peut souffrir de précarité, le député demandait que l'État subventionne une offre de repas à une thune pour les élèves, apprentis et apprentis du secondaire 2, ainsi que pour les étudiantes et étudiants de l'UNIL et de la HES-SO. Il n'a pas été suivi par la majorité. **LSO**

